

**SOMMAIRE**

**MULTILATERAL.....2**

**Échos onusiens .....2**

**PAYS.....3**

**Nucléaire.....3**

**Biologique.....4**

*Avec une contribution de Daniel Feakes (HSP)*

**Chimique.....4**

**Missiles.....4**

**CRISES.....5**

**MISCELLANÉES.....6**

**RECHERCHE.....7**

**Séminaires.....8**

**Agenda.....8**

**CHRONIQUE**

**Les Pourparlers à Six ont-ils franchi une étape vers le désarmement nucléaire de la Corée du nord ?**

*par Bernard SITT, directeur du CESIM*

La reprise des Pourparlers à six à Pékin le 8 octobre dernier après treize mois d'interruption suscitait quelques espoirs au-delà du *wishful thinking*, mais les perspectives d'aboutissement restaient fort précaires.

En effet, la Déclaration commune de septembre 2005 s'était vue remise immédiatement en cause par une de ces volte-face dont la Corée du nord est assez coutumière, aux motifs que la fourniture de réacteurs nucléaires à eau légère devait être assurée et que les Etats-Unis devaient mettre un terme à leur « politique hostile » en revenant sur les sanctions financières prises contre la banque Delta Asia. De surcroît, les tirs de sept missiles de juillet 2006 et l'essai nucléaire du 9 octobre avaient encore accru l'isolement de Pyongyang, qui n'hésitait pas à laisser planer la menace d'un deuxième essai s'il n'était pas mis fin aux sanctions.

Mais l'improbable rencontre bilatérale Etats-Unis – Corée du nord à Berlin le mois dernier semble avoir porté ses fruits, et permis aux Six d'annoncer le 13 février la signature d'un accord qui, dans un climat de défiance et de tension profondément ancrées, représente un tour de force diplomatique.

Cet accord traduit dans les faits le principe gravé dans le marbre en septembre 2005 : « engagement pour engagement, action pour action ». Il comprend trois phases soigneusement enchaînées et coordonnées.

- Dans un délai de trente jours, les parties mettront en place cinq groupes de travail chargés d'organiser la mise en œuvre des dispositions de la Déclaration commune, qui inclut notamment la dénucléarisation complète de la péninsule coréenne.
- Dans un délai de soixante jours, la Corée du nord s'engage à arrêter et mettre sous scellés le réacteur de Yongbyon, à le rouvrir aux contrôles de l'AIEA et à établir une liste de l'ensemble de ses programmes nucléaires, dans la perspective de l'abandon futur de ses activités militaires. Dans le même temps, la Corée du nord et les Etats-Unis d'une part, la Corée du nord et le Japon d'autre part, ouvriront des pourparlers bilatéraux dans le but de normaliser leurs relations. C'est ainsi qu'en particulier les Etats-Unis renonceront à désigner la Corée du nord comme Etat soutenant le terrorisme. En outre, une assistance énergétique d'urgence se traduira par la fourniture à Pyongyang de 50 000 tonnes de fuel lourd.
- Dans une troisième phase, la Corée du nord recevra une assistance humanitaire, ainsi qu'économique et énergétique, incluant la livraison d'un total d'un million de tonnes de fuel lourd.

Cet accord est quelque peu étonnant, en ce qu'il fait droit aux revendications les plus exorbitantes de Pyongyang sans aucun préalable en matière de désarmement nucléaire, et que le démantèlement internationalement vérifié des armes nucléaires existantes n'est même pas évoqué. Mais la faiblesse actuelle de l'administration Bush y est peut-être pour quelque chose, car il était certainement important pour elle de pouvoir se prévaloir d'un succès face à la Corée du nord. Il reste que cet accord, s'il n'est pas le meilleur que l'on eût pu imaginer, était peut-être le seul possible. Et après tout, le régime global de non prolifération y trouve aussi des bénéfices.

## MULTILATERAL et NOUVELLES INITIATIVES

### L'OMS réaffirme la nécessité de détruire les stocks de variole

L'Assemblée de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) a adopté une résolution réaffirmant la nécessité de détruire les stocks de variole existants, sans toutefois proposer de date pour y procéder (EB120.R8—29/01/07). Cette date devra être établie « *lorsque les résultats de la recherche, essentiels pour améliorer l'action de la santé publique face à une flambée, le permettront.* » Déclarée éradiquée en 1980, la variole est considérée comme présentant un risque faible d'utilisation par des terroristes. Le vaccin peut engendrer des effets secondaires importants pour l'homme.

A lire : J. Tucker, « Preventing the Misuse of Biology: Lessons from the Oversight of Smallpox Virus Research », International Security, volume 31, n°2, automne 2006



Crédit : UN Photo/Eskinder Debebe

### CD : vers une reprise des négociations?

« *Caisse de résonance des différends entre capitales sur les grandes problématiques stratégiques* » (voir chronique du numéro précédent), la Conférence du désarmement (CD) a ouvert une nouvelle session avec en toile de fond l'essai nucléaire nord-coréen, le refus de l'Iran de se conformer aux décisions du Conseil de sécurité concernant son programme nucléaire ainsi que l'annonce du tir chinois d'un missile antisatellite (voir p 4). Autant de questions que l'Union européenne (par la voix de l'Allemagne) a décidé d'affronter sans détour lors de la première séance plénière. Les trois pays concernés ont évidemment fait valoir leur droit de réponse à ce discours engagé.

Ce climat particulier n'a pourtant pas empêché les travaux de reprendre à un rythme particulièrement soutenu. Les efforts déployés par les délégations lors de la session de 2006 semblent donc avoir payé. Celles-ci avaient en effet respecté le calendrier d'activités préparé par l'Ambassadeur Rapacki (voir

ONP n°4) et engagé des discussions de fond, ce que le blocage autour de la définition du programme de travail avait jusque-là empêché.

À la seconde séance cette année, un nouveau cadre d'organisation des travaux a été adopté. Reposant à la fois sur des réunions plénières et informelles, il devrait permettre de traiter tous les thèmes de l'agenda et d'identifier les sujets qui mériteront, dans un deuxième temps, un examen particulier. Notamment, des discussions substantielles pourraient avoir lieu concernant l'arrêt de la production de matières fissiles pour des armes nucléaires. En effet, la proposition d'un projet de traité *cut-off* par les États-Unis en mai dernier (voir ONP n° 7) laisse espérer une progression plus marquée dans ce domaine, même si tous les États membres n'en font pas une priorité.

### Calendrier des travaux 2007

Les travaux de la CD sont répartis en trois sessions : la première du 22 janvier au 30 mars, la deuxième du 14 mai au 29 juin et la troisième du 30 juillet au 14 septembre.

**« Ce sont bien les armes classiques qui tuent chaque année plus de cinq cent mille personnes dans le monde »**  
**S.E.M. Jean-François Dobelle, Conférence du désarmement, le 24 février 2007**

### ECHOS ONUSIENS

*Le site du DDA propose désormais une revue de presse régulière :*  
<http://disarmament.un.org/indexnews1.html>

#### Vers une restructuration du DDA?

Le Secrétaire général des Nations Unies nouvellement élu s'est heurté à l'opposition du Mouvement des Non-Alignés (NAM) en soumettant aux États membres de l'ONU un plan de restructuration qui conduirait notamment à la fusion du Département des Affaires Politiques (le DPA traite principalement de prévention des conflits et de maintien de la paix) avec celui des Affaires de Désarmement (DDA).

Les pays du NAM affichent la crainte qu'une telle réforme n'entraîne la dilution des questions de désarmement et le relâchement de l'attention sur celles-ci, en particulier dans le domaine nucléaire—le désarmement nucléaire semble donc toujours affiché comme une priorité de leur agenda. Par ailleurs, la rumeur d'une nomination d'un ambassadeur américain à la tête du DPA vient à l'appui de leur argumentaire.

Le DDA, créé en 1982, était déjà devenu un « *Centre du DPA* » de 1992 à 1997, pour retrouver le statut de département indépendant ensuite. Actuellement placé sous la direction d'un Secrétaire général adjoint (M. Nobuaki Tanaka), il comporte plusieurs services spécialisés : secrétariat de la CD et appui aux conférences (Genève), ADM, armes conventionnelles, désarmement régional et « *suivi, base de données, information* » (New-York).

Une nouvelle proposition faite par M. Ban Ki Moon fin janvier consisterait à convertir le DDA en bureau avec à sa tête un représentant spécial du Secrétaire général. Les NAM y voient une « *rétrogradation* » de la gestion des Affaires de désarmement. Le Secrétaire général déclare répondre à la nécessité d'une plus grande implication personnelle de sa part dans le champ du désarmement et de la non-prolifération (NTI, 30/01/07).

## PAYS : ENJEUX NRBC & MISSILES

### NUCLEAIRE

#### **Le RRW : un programme faisable? Souhaitable?**

Le programme *Reliable Replacement Warhead* (RRW), à l'étude depuis l'autorisation donnée par le Congrès d'un budget de 9 millions de dollars pour 2005, est présenté par l'administration Bush comme un nouveau moyen d'assurer la sûreté et la sécurité des armes nucléaires, à la place du *Life Extended Program* (LEP) qui poursuivait les mêmes buts mais par d'autres moyens.

Tandis que le LEP devait accroître la durée de vie des armes existantes par le remplacement de certains de leurs composants, le RRW prévoit la conception de nouvelles têtes nucléaires. Les laboratoires de *Los Alamos* et *Livermore*, en compétition pour l'attribution de ce marché, devraient en définitive y travailler ensemble.

#### *Faisable?*

Le 1er décembre 2006, le DOE a annoncé que le programme RRW avait été déclaré « faisable » par le *Nuclear Weapons Council* (un groupe d'experts du DOD et de la NNSA) qui avait examiné les projets des deux laboratoires.

#### *Souhaitable?*

A en croire l'argumentaire de la NNSA, la réalisation du programme RRW est en effet souhaitable. « *RRW offers promise for a more cost-effective approach to maintain nuclear weapons in the U.S. stockpile. An RRW provides options to reduce the cost and risk of maintaining existing warheads by broadening performance margins, enhancing surety, and utilizing modern production techniques in replacement designs.* »

Mais le RRW connaît également des sceptiques quant à son utilité, sa plus-value, son coût, ses conséquences etc... Les uns craignent qu'il s'accompagne d'une reprise des essais nucléaires, les autres y voient un moyen déguisé de construire de nouvelles armes. Or le Congrès devra bientôt décider de voter un budget qui transformera ce projet, encore à l'étude, en véritable programme opérationnel. L'administration, qui avait requis 27 millions de dollars cette année, en demande 88 pour l'année 2008.

Les législateurs démocrates pourraient demander la ratification du TICE en échange de leur approbation du *Complex 2030* (Global Security Newswire, 05/02/07). Ce dernier est présenté par la NNSA comme un plan de modernisation du complexe de production des armes nucléaires.

#### **Une banque de combustible à l'AIEA**

Le 19 septembre 2006, la *Nuclear Threat Initiative* (voir ONP n°10) avait annoncé le versement d'une contribution de 50 millions de dollars à l'AIEA pour la création d'une banque multilatérale de combustible nucléaire (uranium faiblement enrichi).

La fondation NTI avait cependant énoncé deux conditions nécessaires à l'attribution de ce financement : d'une part, l'approbation par l'AIEA d'un tel projet, d'autre part, la participation d'un ou de plusieurs Etats membres à cette initiative, à hauteur de 100 millions de dollars.

Le président de la Commission des affaires étrangères du Congrès, Tom Lantos, a soumis un projet de loi pour autoriser le Président américain à participer à la mise en œuvre de cette banque de combustible. La Secrétaire d'Etat Condoleezza Rice a qualifié la démarche de « très positive ».

#### **L'Inde, partenaire nucléaire stratégique**

#### **La déclaration conjointe Inde / Russie**

Lors de la récente visite à New Delhi du Président Vladimir Poutine (25/26 janvier 2007), l'Inde et la Russie ont prononcé une déclaration conjointe sur les usages pacifiques de l'énergie nucléaire.

Par ce texte, les deux pays affirment leur volonté d'étendre et de renforcer leurs échanges scientifiques et « autres » dans le domaine. Ils réaffirment leur engagement à étendre leurs coopérations, en particulier en termes de production d'électricité. Ils annoncent également la signature d'un mémorandum d'entente pour la fourniture de quatre centrales par la Russie à l'Inde (site de Kudankulam).

Pour le journaliste Raja Mohan (*Indian Express*, 26/01/07), cet engagement est conditionnel et sa mise en œuvre est suspendue à la modification des règles du Groupe des Fournisseurs Nucléaires (NSG), dont la Russie fait partie. A ce sujet, la déclaration conjointe indique que la Russie continuera d'œuvrer avec les autres membres du NSG afin de créer les conditions qui faciliteraient l'extension des coopérations. Cette déclaration évoque de manière précise la possibilité d'amender les directives existantes.

Cette affirmation d'un soutien de la Russie à l'Inde sur le plan international est semblable à celle que comportait la déclaration bilatérale Inde/Etats-Unis du 18 juillet 2005. Cette dernière - suivie par l'accord du 2 mars 2006 et sa récente approbation par le Congrès américain (voir ONP n° 12) - semble avoir créé un précédent qui permettra à d'autres pays de rentrer sur le marché nucléaire indien.

La Russie n'avait cependant pas attendu l'engagement de la coopération entre les Etats-Unis et l'Inde pour s'intéresser à ce pays. D'autres échanges ont eu lieu auparavant entre les deux pays (voir par exemple ONP n°7 sur la livraison de combustible à Tarapur). V. Poutine a d'ailleurs rappelé, lors de sa visite en Inde, que la Russie lui avait fourni du combustible en diverses occasions.

#### **Le Japon reconnaîtra-t-il l'Inde en tant que partenaire nucléaire?**

La presse indienne a commenté, durant le mois de janvier, l'évolution de la position japonaise à l'égard des ambitions nucléaires (civiles) de New Delhi. Le 18 janvier, *The Tribune* citait l'ambassadeur japonais en Inde, qui affirmait que cette dernière devait être une nation partenaire dans la lutte internationale contre la prolifération. L'ambassadeur se serait également montré en faveur de la création d'une exception indienne aux règles du NSG. En parallèle, le Japon continue d'appeler l'Inde à rejoindre le TNP comme Etat non doté d'armes nucléaires.

## PAYS : ENJEUX NRBC & MISSILES

### BIOLOGIQUE / CHIMIQUE

#### **UK amends security vetting for foreign students** by Daniel Feakes\*

The UK government will soon introduce a new system for vetting foreign postgraduate students intending to study in the country in case their studies could contribute to foreign WMD programmes. Since 1994, under the Voluntary Vetting Scheme UK universities have been encouraged to inform the Foreign Office about students from 10 specified countries (Cuba, Egypt, India, Iran, Iraq, Israel, Libya, North Korea, Pakistan and Syria) applying to study 21 listed subjects.

As its name implies, VVS is voluntary and universities are not required to participate in the scheme, indeed some have refused to participate arguing that vetting applications is a job for the government. Participation was low in the scheme's early years, but has increased substantially since 9/11. Between 2001 and 2005 universities referred 2,282 students to the Foreign Office, and officials recommended that 238 be refused admission to their chosen university.

The new system, the Academic Technology Approval Scheme, will apply to all non-EU postgraduate students applying to study in the UK. Each student will have to fill in an online form when they apply to study in the UK. Government officials will then consider the potential threat posed and decide which applications to pass on for visa approval. Any students rejected will have an opportunity to appeal against their rejection.

According to *Research Fortnight*, university officials are pleased that they will no longer be responsible for vetting student applications, but are concerned that the new procedure is not too cumbersome and that foreign students are not discouraged from applying to UK universities. The system is similar to one introduced in the US after 9/11. According to someone familiar with the US system: 'It is crucial that any scheme is insulated from politics. For the UK, anything you can do to institutionalise the involvement of the scientific community in defining which science is of concern will be helpful to you.' The new scheme is due to be launched at the end of March 2007.

*\*Daniel Feakes is a Research Fellow in the Harvard Sussex Program on Chemical and Biological Weapons at the University of Sussex in the United Kingdom. For more information on HSP see [www.sussex.ac.uk/Units/spru/hsp/](http://www.sussex.ac.uk/Units/spru/hsp/) and contact Daniel on [d.feakes@sussex.ac.uk](mailto:d.feakes@sussex.ac.uk)*

### MISSILES et autres vecteurs

#### **Le tir antisatellite chinois suscite l'embarras**

Le 11 janvier dernier, la Chine a procédé à un tir de missile balistique contre l'un de ses satellites, obsolète, à environ 850 kilomètres du sol. Cet essai a été couronné de succès. D'abord officiellement démenti puis officiellement confirmé dix jours plus tard, l'événement n'a pas laissé les ambassades indifférentes.

Parmi les principaux pays ayant diplomatiquement réagi, figurent les Etats de la région - Japon, Corée du Sud, Australie, Taiwan -, les Etats-Unis et le Canada, le Royaume-Uni et la France ainsi que l'Union européenne, enfin la Russie.

Ces réactions forment quatre critiques, parfois complémentaires : la crainte d'une relance de la course aux armements dans l'espace, la crainte d'un risque de sécurité pour les satellites environnants et les lancements futurs, le manque de transparence ayant entouré l'essai avant et après le tir, et l'apparente contradiction entre le fait avéré et la position chinoise traditionnelle quant à la militarisation de l'espace.

Pour autant, ces critiques n'évoquent pas tant une levée de boucliers qu'un exercice obligé. Alors qu'aucun essai de ce type n'avait été réalisé depuis un tir américain de 1985, l'événement n'a pas vraiment créé la surprise mais davantage suscité un embarras : la Chine n'a enfreint aucune règle de droit international et la réussite de son essai de tir antisatellite apparaît aux yeux de la plupart des analystes comme un nouveau signe de la montée en puissance stratégique du pays.

Signé à Moscou le 14 février 2006, l'accord franco-russe relatif à la coopération en matière de destruction des stocks d'armes chimiques en Fédération de Russie a été ratifié par le Parlement russe fin décembre dernier. Il est en cours de ratification au Sénat et à l'Assemblée nationale depuis le mois de janvier.

Cet accord permettra notamment à la France de financer à hauteur de 6 millions d'euros la surveillance environnementale du site de destruction d'armes chimiques de Shchuch'ye.

#### **Défense antimissile en Europe**

C'est officiel depuis le 19 janvier : après plusieurs années de discussions bilatérales, Washington a demandé à la République tchèque et à la Pologne l'autorisation d'implanter une partie de son système de défense antimissile sur le territoire des deux pays. La République tchèque accueillerait un radar et la Pologne un système de lancement de missiles.

Du côté de Prague, la demande a été acceptée et un traité bilatéral pourrait être ratifié en 2008. Varsovie, en revanche, cherche à obtenir de Washington des garanties de sécurité conséquentes face à une opinion publique très majoritairement opposée au projet.

Officiellement destiné à contrer des attaques balistiques lancées par des « Etats voyous » ou des « groupes terroristes », la composante européenne du bouclier antimissile américain pourrait voir le jour en 2010. Commentaire de Moscou par la voix du Général Vladimir Popovkin : « *Je doute que la trajectoire des missiles iraniens ou nord-coréens passe par la République tchèque ou la Pologne.* »



## MISCELLANÉES

### **Le discours de George W. Bush sur l'état de l'Union**

Le 23 janvier dernier, le Président Bush a prononcé son traditionnel discours sur l'état de l'Union. Il s'adressait pour la première fois à un Congrès majoritairement démocrate. Les références à la lutte contre la prolifération des armes de destruction massive (ADM) et le terrorisme ont été discrètes.

La guerre contre le terrorisme a été inscrite dans le long terme et la menace d'un terrorisme de destruction massive a été juste évoquée. Or, il s'agissait en 2002 d'un « *danger grave et croissant* » et en 2003 et 2004 du « *danger suprême*. »

A propos de la crise iranienne, le discours du Président américain se borne à rappeler que « *les Nations Unies ont appliqué des sanctions à l'Iran*. » Quant à la Corée du Nord, une « *diplomatie intensive* » est en cours pour « *établir une péninsule coréenne exempte d'armes nucléaires*. »

### **Terrorisme et ADM : les amendements à la Convention SUA**

Le 14 février 2006, l'Organisation maritime internationale (OMI) ouvrait à signature deux instruments de lutte contre l'utilisation terroriste d'armes de destruction massive (ADM). Ceux-ci avaient été adoptés, à l'instigation des Etats-Unis en octobre 2005, afin d'amender la Convention pour la répression d'actes illicites contre la sécurité de la navigation maritime (Convention SUA) et le Protocole qui en élargissait les dispositions aux plates-formes fixes. Ils prohibent l'utilisation de navires non militaires pour le transport d'ADM ou pour lancer des attaques à l'aide d'ADM (voir encadré ci-contre).

Les deux instruments initiaux de l'OMI ont été conclus à Rome en 1988. Ils sont aujourd'hui ratifiés respectivement par 142 et 132 Etats membres de l'Organisation (167 Etats membres aujourd'hui). Ils érigent en délit l'utilisation terroriste de la navigation maritime civile, établissent un régime légal applicable aux actes perpétrés et permettent la poursuite ou l'extradition des contrevenants selon la règle dite *aut dedere aut judicare*.

Désormais, le droit international maritime ne cherche plus seulement à réprimer mais aussi à prévenir les actes de terrorisme. Les nouveaux amendements rendent possible l'arraisonnement en haute mer, par un Etat requérant, de navires battant pavillon d'un Etat membre sur autorisation de celui-ci (art.8 bis). Pour bon nombre de leurs partisans, ces textes renforcent la résolution 1540 du Conseil de sécurité et l'Initiative de sécurité contre la prolifération (PSI). Pourtant, un an et demi après leur adoption, ils n'ont été signés que par 10 Etats et n'ont été ratifiés par aucun. 12 ratifications sont nécessaires à leur entrée en vigueur.

#### **Les principaux amendements**

Le Protocole de 2005 à la Convention de Rome ajoute un article 3 bis aux termes duquel commet une infraction au sens de la Convention toute personne qui commet l'un de ces actes intentionnellement :

- utiliser des armes NRBC contre ou depuis un navire,
- utiliser un navire comme arme,
- transporter explosifs et matières radioactives,
- transporter toute ADM,
- transporter des matières nucléaires destinées à une activité non soumise aux garanties de l'AIEA,
- transporter des produits d'utilité duale (civile et militaire).

Souvent critiqué pour son manque de précision, notamment par la délégation russe à l'OMI, le critère de l'intention, notion fondamentale du droit pénal, est au cœur de chacun de ces actes.

### **La 13<sup>e</sup> Convention internationale contre le terrorisme n'est pas encore en vigueur**

Voici bientôt deux ans que la Convention pour la répression des actes de terrorisme nucléaire a été adoptée par l'Assemblée générale des Nations Unies, après sept années de négociations.

Le texte criminalise la détention de matières radioactives, la fabrication et la détention d'un engin nucléaire, leur emploi, ainsi que l'utilisation d'installations nucléaires comme armes. Par ailleurs, « *les activités des forces armées ne sont pas régies par la (...) Convention* » (art. 4). Celle-ci cherche également à prévenir les infractions par l'échange d'informations entre les parties (art. 7) et par l'adoption de « *mesures appropriées pour assurer la protection des matières radioactives* » (art. 8).

Au 3 février 2007, l'instrument a été signé par 114 Etats. Seuls 11 d'entre eux l'ont ratifié, dont l'Inde et la Russie à la fin de l'année 2006, ce qui représente la moitié des ratifications nécessaires (art. 25).

### **Retour sur un trafic nucléaire**

Un an après la découverte d'un trafic nucléaire impliquant un citoyen russe en Géorgie, l'affaire rebondit dans le *New York Times* fin janvier de cette année. D'après le journal, la saisie par les autorités géorgiennes en février 2006 de près de 100 grammes d'uranium hautement enrichi, dont un échantillon avait été adressé pour analyse au *Pacific Northwest National Laboratory* du Département américain de l'énergie, révélerait un isotope U-235 de qualité « *arme* ».

Plus globalement, l'AIEA rapporte 149 cas avérés de trafic nucléaire illicite pour l'année 2006.

Par ailleurs, le 2 février dernier, un accord a été signé entre les Etats-Unis et la Géorgie pour que l'Etat caucasien puisse recevoir de l'équipement américain et un entraînement à la lutte contre le trafic de matières radioactives aux frontières du pays. Des accords semblables pourraient être bientôt signés avec l'Ukraine et le Kazakhstan.

## RECHERCHE

### PUBLICATIONS & RESSOURCES WEB

#### ***Nuclear Proliferation in Europe. Could it still happen?***

Bruno Tertrais, *Non Proliferation Review*, vol. 13, n°3, novembre 2006

En matière de maîtrise des armements, remettre en question les certitudes paraît indispensable. Dans un article de la *Non Proliferation Review*, Bruno Tertrais (FRS) se penche ainsi sur une question *a priori* réglée : la prolifération nucléaire en Europe.

Il y examine en effet les facteurs qui pourraient conduire à la reprise d'un tel phénomène : aux conditions génériques telles qu'une crise transatlantique sévère ou l'effondrement du TNP s'ajoutent des raisons particulières, propres aux États identifiés par le chercheur comme candidats à la prolifération.

Pour la Turquie par exemple, premier proliférant potentiel pour l'auteur, interviendraient la dégradation de ses relations avec les Américains, l'acquisition d'une capacité nucléaire militaire par l'Iran ainsi que l'échec de son adhésion à l'UE. L'Ukraine et la Serbie figurent également parmi les États susceptibles de rechercher des armes nucléaires à terme (après 2010). Mais la liste des candidats sérieux s'arrête là. Pour Bruno Tertrais, la tentation nucléaire parmi les membres de l'UE reste une « *wild speculation* ».

Le dernier numéro du Forum du Désarmement est consacré au « *Contrôle des missiles* ». [www.unidir.org](http://www.unidir.org)

A noter l'article de M. Vannoni et K. Biringer sur la vérification des accords, celui de W. Sidhu sur les approches régionales. A lire également « *La défense antimissile dans l'espace : l'ultime frontière* » de B. Gruselle (FRS). Enfin, la question des MANPADS est abordée sous l'angle de la sécurité humaine et de la sécurité nationale (voir l'article de J. Bevan).

#### ***Enforcing International Standards : Protecting Nuclear Materials From Terrorists Post-9/11***

George Bunn, *Arms Control Today*, N°37, janvier/février 2007

Membre du *Center for International Security and Cooperation* de l'Université de Stanford, George Bunn est notamment connu pour avoir été l'un des négociateurs américains du TNP. Dans cet article pour *Arms Control Today*, il pose la question des normes de sécurité pour les matières et installations nucléaires face au risque terroriste.

Pour tâcher d'y répondre, trois principaux mécanismes internationaux sont nés du « 11 septembre » : la résolution 1540 du Conseil de sécurité de l'ONU (2004), l'amendement à la Convention de 1980 sur la protection physique des matières nucléaires (CPPNM, 2005) et la toute récente Initiative mondiale de lutte contre le terrorisme nucléaire (GICNT, 2006). Il est encore trop tôt pour juger des effets de cette dernière. La CPPNM amendée tarde à entrer en vigueur et la plupart des normes que prévoit le texte sont laissées à la discrétion des États Parties. Enfin, le Comité 1540 n'est pas un organe de vérification et son mandat est limité dans le temps.

Pour George Bunn, c'est au Conseil de sécurité de reprendre l'initiative en s'appuyant sur l'autorité du Comité 1540 et l'expertise de l'AIEA pour établir des normes internationales spécifiques et, enfin, soumises à vérification.

#### ***Succès et échecs de la maîtrise des armements***

Jozef Goldblat, *Politique étrangère*, n°4—2006, pp. 823-835

« *Pour obtenir des progrès significatifs dans le domaine du désarmement multilatéral, le fonctionnement des négociations doit être repensé.* » Jozef Goldblat, actuellement vice-président du GIPRI, ne se contente pas de livrer ce constat. Son article paru dans le dernier numéro de la revue *Politique étrangère* propose un certain nombre de pistes et de solutions destinées à permettre de nouveaux « succès » en matière de maîtrise des armements.

De façon générale, il estime que « *la force des résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies devrait être améliorée* » et que le droit de veto des membres permanents du Conseil de sécurité devrait être restreint ou supprimé. Concernant les traités, J. Goldblat préconise d'élargir les prérogatives des organes exécutifs et de rendre leurs décisions contraignantes.

Sur le point particulier de la clause de retrait des traités—en discussion notamment dans le cadre du processus d'examen du TNP—son avis est tranché : « *un désengagement unilatéral par une partie mettant en péril la sécurité d'autres parties, devrait être considéré comme une violation patente et traité en conséquence.* »

Enfin, Josef Goldblat, observateur et praticien des négociations multilatérales depuis près de cinquante ans, se penche sur le modèle de la Convention d'Ottawa interdisant les mines antipersonnel. Il conclut que des « *conférences spécialisées à durée indéterminée* » pourraient être convoquées par les États voulant traiter de questions particulières au lieu de « *négocier un paquet de mesures comme on essaie de le faire dans le cadre de la CD* ».

Au-delà de ces questions plutôt techniques, J. Goldblat insiste sur la nécessité de promouvoir une meilleure compréhension entre les nations, indispensable pour la maîtrise des armements.

Devenu un ouvrage de référence, « *l'Arms control* » de Jozef Goldblat, initialement publié en 1994, a été mis à jour et réédité en 2002.

*Arms control : the new guide to negotiations and agreements* (Londres, Sage publications, 2002).

## RECHERCHE

### DU CÔTÉ DES SEMINAIRES

#### ***La péninsule coréenne après l'essai nucléaire de Pyongyang***

Le Professeur Jung Hwan Yoo de l'Université Chongsu (République de Corée) était invité par l'Université de Paris I, le 5 février 2007, dans le cadre d'un séminaire de l'école doctorale de sciences politiques. Après avoir rappelé les développements de la première et de la seconde crise nucléaire, le professeur Yoo a donné son évaluation des conséquences de l'essai nucléaire du 9 octobre dans la région : selon lui, celles-ci n'ont pas été très importantes dans la durée en raison d'une relative habitude des pays voisins de la Corée du Nord au mode d'action cette dernière.

Concernant les pourparlers à six, il estime que la Corée du Nord dispose désormais d'une carte supplémentaire dans son jeu. D'un côté, la Corée du Nord devrait être en mesure de demander plus puisqu'elle est, selon lui, « un Etat *de facto* doté d'armes nucléaires », mais de l'autre, elle devrait également accepter plus (non pas le gel de ses activités mais l'abandon total de son programme nucléaire). Il a également souligné que les Etats-Unis avaient repéré le « *talon d'Achille* » du régime de Kim Il Sung : celui-ci a besoin de dollars pour se maintenir.

#### ***Biosécurité et régimes de non-prolifération***

Les 14 et 15 septembre derniers, l'*Institute of Peace and Conflict Studies indien* (IPCS) et les *Sandia National Laboratories* américains ont accueilli un atelier de travail sur la biosécurité dont a été tiré un rapport disponible depuis le mois de janvier sur le site web de l'IPCS ([http://www.ipcs.org/confReport\\_Jan\\_07.pdf](http://www.ipcs.org/confReport_Jan_07.pdf)). Sur les huit séminaires proposés, deux ont été consacrés en particulier à la résolution 1540 du Conseil de sécurité de l'ONU.

L'Inde, qui ne soutient toujours pas l'Initiative de Sécurité contre la Prolifération (PSI), a rédigé en 2003 une liste de produits dont l'exportation est soumise à contrôle avant de remettre en octobre 2004 au Comité 1540 un premier rapport sur la mise en œuvre de la résolution puis d'adopter en 2005 la « *Weapons of Mass Destruction and Their Delivery Systems Act* ».

Parmi les recommandations des représentants indiens présents, l'évaluation de l'efficacité des législations domestiques mises en place conformément à la résolution a été jugée désormais nécessaire, alors que l'instrument est réputé respecté par plus de 130 pays. La question de la « *non-compliance* », encore très discrète à l'ONU sur ce sujet, a donc été posée.

#### ***Prospective***

Pour son troisième séminaire de prospective, la Délégation aux Affaires Stratégiques (DAS) a réuni près de deux cents participants autour d'une interrogation en référence à la thèse de Samuel Huntington : « 2030 : *Convergence ou conflit de civilisations?* »

Le séminaire qui s'est tenu à l'Ecole militaire (Paris) le 7 février 2007 était articulé autour de quatre sessions :

- \* convergence ou conflit entre cultures et civilisations : des perspectives à trente ans;
- \* la modernité vue d'Asie et d'Afrique;
- \* l'évolution des religions et des croyances : impact sur les relations internationales;
- \* influence de la présence des populations d'origine étrangère sur la cohésion des sociétés européennes.

La revue *Futuribles* relatera cet événement dans un numéro spécial. Le prochain séminaire de prospective devrait se tenir au mois de juin.

## AGENDA

### CONFERENCES

**01/03/07** : « *Conventional and Dual use Technology Export Control Legislation in the European Union and the United States* », séminaire organisé par le Center for International Security and Cooperation de l'Université de Stanford. Contact : Justin C. Lisanckie ([justliz@stanford.edu](mailto:justliz@stanford.edu))

**19/03/07** : « *What are NATO next steps for missile defence?* », Security and Defence Agenda, Bruxelles. Contact : [jessica.henderson@securitydefenceagenda.org](mailto:jessica.henderson@securitydefenceagenda.org)

**28-29/03/07** : « *Beyond nuclear weapons* », conférence organisée par le *Project for nuclear awareness*, alliance de plusieurs ONG militant pour le désarmement nucléaire, Washington. Contact : [NoNukeArms@aol.com](mailto:NoNukeArms@aol.com), <http://www.nuclearawareness-usa.org>

**27-29/03/07** : « *Emerging Threats and New Technologies* », conférence dans le cadre du *Global Security Asia 2007*, Singapour. Contact : Ms. Allison Law, Conference Director ([allison8@singnet.com.sg](mailto:allison8@singnet.com.sg))

Le rapport du Directeur général de l'AIEA sur la suspension des activités d'enrichissement d'uranium par l'Iran est attendu pour la fin février.

### EVENEMENTS

**12-23/02/07** : réunion du sous-comité scientifique et technique du CO-PUOS (Comité sur les usages pacifiques de l'espace), Vienne, Autriche

**13-16/03/07** : 48ème session du Conseil exécutif de l'Organisation pour l'Interdiction des Armes Chimiques (OIAC).

#### **OBSERVATOIRE de la NON PROLIFÉRATION**

Bernard Sitt, directeur (chronique), Tiphaine de Champchesnel, Chargée de recherche (conception / rédaction), Benjamin Hautecouverture, Chargé de recherche (rédaction). Contact : [Tiphaine.de-champchesnel@cesim.fr](mailto:Tiphaine.de-champchesnel@cesim.fr)